



# PROCEDURE D'APPEL D'OFFRES OUVERT

MARCHE DE TRAVAUX

REGLEMENT DE CONSULTATION

N°2024-617

CDM 10/23	INF: P/PROCEDURE MARCHÉ / AO	PAGE : 2/36
<b>R.C.A.O TRAVAUX</b>		
<b>DATE D'APPLICATION : DECEMBRE 2024</b>		

Marché soumis aux articles L1111-1, L2124-1, L2124-2, R2123-1, R2124-1, R2124-2.1°, R2131-16.1° et R2161-2 à R2161-5 du Code de la Commande Publique.

**MARCHE DE TRAVAUX D'ENTRETIEN DES BATIMENTS ET D'AMENAGEMENT  
TOUS CORPS D'ETAT GHT06**

**REPONSE DEMATERIALISEE OBLIGATOIRE**

**Avis de publication adressé au BOAMP, JOUE et sur le PROFIL ACHETEUR**

**Le 16/12/2024**

**DATE & HEURE LIMITES DE RECEPTION DES OFFRES**

**Le 10/02/2025 à 16h00**

	REDACTION	VISA	VERIFICATION	APPROBATION
FONCTION	Acheteur	Responsable Filière	Responsable Cellule des Marchés	Directeur des Achats du GHT06 et de la logistique
NOM	Ahmed SELMI	Ahmed SELMI	Béatrice LEJEUNE	Joaquin MARTINEZ
VISA				

CDM 10/23	INF: P/PROCEDURE MARCHÉ / AO	PAGE : 3/36
<b>R.C.A.O TRAVAUX</b>		
<b>DATE D'APPLICATION : DECEMBRE 2024</b>		

## SOMMAIRE

1.	IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR .....	5
2.	OBJET DE LA CONSULTATION .....	5
3.	MODE DE PASSATION .....	6
4.	TYPE ET FORME DE LA CONSULTATION .....	6
5.	DUREE .....	8
6.	JUSTIFICATIONS A PRODUIRE QUANT AUX QUALITES ET CAPACITES DU CANDIDAT 9	
7.	EXIGENCES EN MATIERE DE CYBER SECURITE INFORMATIQUE – ANNEXE PLAN D'ASSURANCE SECURITE (ARTICLE R 2144-7) .....	11
8.	ALLOTISSEMENT .....	11
9.	VISITE DES LIEUX .....	11
10.	VARIANTES .....	14
11.	DELAI DE VALIDITE DES OFFRES .....	15
12.	DOSSIER DE CONSULTATION .....	15
13.	MODIFICATION DU DOSSIER DE CONSULTATION.....	17
14.	CONTENU DES PLIS A CONSTITUER.....	17
15.	CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS .....	20
16.	ECHANTILLONS – DOSSIERS TECHNIQUES.....	23
17.	EXAMEN DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES.....	23
18.	ATTRIBUTION ET INFORMATION DES RESULTATS .....	26
19.	NOTIFICATION .....	27
20.	MODIFICATION DU MARCHÉ PUBLIC .....	27
21.	REGLEMENT DES LITIGES .....	29
22.	RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES .....	29
23.	DEMATÉRIALISATION DES ÉCHANGES ENTRE LE POUVOIR ADJUDICATEUR ET L'OPÉRATEUR ÉCONOMIQUE .....	30
24.	<b>ANNEXE 1 : ATTESTATION DU CANDIDAT .....</b>	<b>31</b>
25.	<b>ANNEXE 2 : ATTESTATION SUR L'HONNEUR .....</b>	<b>32</b>
26.	<b>ANNEXE 3 : NOMMAGE DES PIÈCES MARCHES .....</b>	<b>34</b>
27.	<b>ANNEXE 4 : CONTACTS GHT RELATIFS À LA CONSULTATION .....</b>	<b>36</b>

CDM 10/23	INF: P/PROCEDURE MARCHÉ / AO	PAGE : 4/36
<b>R.C.A.O TRAVAUX</b>		
<b>DATE D'APPLICATION : DECEMBRE 2024</b>		

## CONTEXTE

La loi de modernisation de notre système de santé, loi 2016-41 du 26 Janvier 2016 a créé un nouveau mode de coopération entre les établissements publics de santé à l'échelle d'un territoire : les Groupements Hospitaliers de Territoire (G.H.T).

En application de l'article L 6132-3-3° du code de la santé publique (CSP), une convention constitutive a été signée le 30 Juin 2016.

Elle désigne le CHU de NICE comme Établissement Support du GHT 06.

Ce GHT est constitué des 13 établissements suivants :

1	CH d'ANTIBES	8	CH de PUGET THENIERS
2	CHI de BREIL SUR ROYA	9	CH ST LAZARE DE TENDE
3	CH de CANNES	10	CH ST MAUR de ST ETIENNE DE TINEE
4	CH D'ENTREVAUX	11	CH de SOSPEL
5	CH de GRASSE	12	POLE SANTE VALLAURIS GOLFE JUAN
6	CH de MENTON	13	CH de la VESUBIE
7	CHU de NICE		

La convention constitutive confie au C.H.U de NICE, Établissement Support, la coordination, au niveau du territoire, de la fonction achats, particulièrement de la politique, de la planification, de la stratégie d'achat, du contrôle de gestion des achats pour ce qui concerne l'ensemble des marchés publics et leurs avenants.

À ce titre, en phase de passation, le CHU de NICE est l'interlocuteur unique des opérateurs économiques. Il est chargé notamment d'organiser la procédure de passation dans le respect de la réglementation des marchés publics, signer et notifier le présent marché.

En phase d'exécution du marché public, le C.H.U de NICE assure la gestion contractuelle du marché : prise en charge des modifications, révisions de prix, résiliation éventuelle etc... en concertation avec les établissements du GHT 06.

Toutes les autres missions de la phase d'exécution des marchés relèvent de chaque Établissement Partie au GHT.

Cette exécution de marché couvre le régime financier : recours éventuellement à la sous traitance, gestion et émission de bons de commande passés au titre des marchés, vérification du service fait, règlement, versement d'avances, liquidation et mandatement des factures ...

Dans cette consultation, le terme C.H.U de NICE désigne donc l'Établissement Support du GHT.

CDM 10/23	INF: P/PROCEDURE MARCHE / AO	PAGE : 5/36
<b>R.C.A.O TRAVAUX</b>		
<b>DATE D'APPLICATION : DECEMBRE 2024</b>		

## 1. IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

Le Pouvoir Adjudicateur est le Directeur Général du CHU de NICE

Adresse : Direction Générale  
Hôpital de Cimiez  
4 Avenue Reine VICTORIA  
Grand Hôtel-CS 91179  
06003 NICE Cedex 1

Profil Acheteur : <https://ght06.safetender.com>

## 2. OBJET DE LA CONSULTATION

Le présent Cahier des Charges Administratives Particulières a pour objet la réalisation de travaux d'entretien courant et de rénovation des bâtiments ainsi que les travaux d'aménagement en tous corps d'état, sur l'ensemble des établissements du GHT06.

ETABLISSEMENTS	DEMARRAGE DE L'EXECUTION DES TRAVAUX
<input checked="" type="checkbox"/> CH ANTIBES	A date de notification
<input checked="" type="checkbox"/> CH de BREIL SUR ROYA	A date de notification
<input checked="" type="checkbox"/> CH de CANNES	A date de notification
<input checked="" type="checkbox"/> CH D'ENTREVAUX	A date de notification
<input checked="" type="checkbox"/> CH de GRASSE	A date de notification
<input checked="" type="checkbox"/> CH de MENTON	A date de notification
<input checked="" type="checkbox"/> CHU de NICE	A date de notification
<input checked="" type="checkbox"/> CH de PUGET THENIERS	A date de notification
<input checked="" type="checkbox"/> CH de la VESUBIE	A date de notification
<input checked="" type="checkbox"/> CH ST MAUR de ST ETIENNE DE TINEE	A date de notification

CDM 10/23	INF: P/PROCEDURE MARCHE / AO	PAGE : 6/36
<b>R.C.A.O TRAVAUX</b>		
<b>DATE D'APPLICATION : DECEMBRE 2024</b>		

<input checked="" type="checkbox"/> CH de SOSPEL	A date de notification
<input checked="" type="checkbox"/> CH ST LAZARE de TENDE	A date de notification
<input checked="" type="checkbox"/> POLE SANTE VALLAURIS GOLFE JUAN	A date de notification

### 3. MODE DE PASSATION

Cette consultation est passée selon une procédure d'Appel d'Offres ouvert en application des articles L1111-1, L2124-1, L2124-2, R2124-1, R2124-2.1°, R2131-16.1° et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande Publique.

### 4. TYPE ET FORME DE LA CONSULTATION

La consultation aboutira à un accord-cadre mono et multi-attributaires, exécuté au moyen de bons de commandes émis par chaque établissement du GHT06.

L'accord-cadre est conclu par lot avec plusieurs opérateurs économiques. Le nombre maximum d'opérateurs économiques est indiqué dans le tableau suivant :

LOT N°	DESCRIPTION / LIBELLE	NOMBRE MAXIMUM D'ATTRIBUTAIRES
1	TCE <50m²	2
2	Maçonnerie / Plâtrerie	5
3	Étanchéité	5
4	Volets roulants – Stores – occultations	5
5	Menuiserie intérieure – Bois – Agencement	5
6	Peinture	5
7	Plafonds suspendus	5
8	Revêtements de sols	5
9	Plomberie – Sanitaire –	5

	Calorifuge	
10	CVC / GTC / Désenfumage	5
11	Electricité CFO	5
12	Electricité CFA / Détection incendie	5
13	Terrassement / VRD	3
14	Déconstruction	3
15	Désamiantage	3
16	Menuiserie extérieure (bois)	3
17	Serrurerie / Métallerie	3
18	Couverture / Zinguerie	3
19	Réfrigération	2
20	Fluides médicaux	1
21	Eclairage extérieur	3
22	Paillasse	2

L'accord-cadre est passé avec seulement un maximum en valeur ou en quantité (article R2162-4.2°), le maximum étant de 60 000 000 € HT sur la durée globale.

#### 4.1. ORDONNANCEMENT, PILOTAGE ET COORDINATION

Cette mission relève de la compétence de chaque établissement du GHT06.

Selon la nature des travaux à exécuter, les établissements du GHT06 peuvent s'attacher les services d'un coordonnateur.

Les avis émis par le coordonnateur sont opposables aux titulaires.

#### 4.2. CONTROLE TECHNIQUE

Selon la nature des travaux à exécuter, les établissements du GHT 06 peuvent s'attacher les services d'un contrôleur technique.

CDM 10/23	INF: P/PROCEDURE MARCHE / AO	PAGE : 8/36
<b>R.C.A.O TRAVAUX</b>		
<b>DATE D'APPLICATION : DECEMBRE 2024</b>		

Les avis émis par le contrôleur technique seront opposables aux titulaires.

#### **4.3. SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS**

Cette mission relève de la compétence de chaque établissement du GHT 06.

Selon la nature des travaux à exécuter, les établissements du GHT 06 peuvent s'attacher les services d'un coordonnateur CSPS.

Les avis émis par le coordonnateur sont opposables aux titulaires.

#### **4.4. COORDINATEUR S.S.I.**

Cette mission relève de la compétence de chaque établissement du GHT 06.

Selon la nature des travaux à exécuter, les établissements du GHT 06 peuvent s'attacher les services d'un coordonnateur SSI.

Les avis émis par le coordonnateur sont opposables aux titulaires.

#### **4.5. MAITRISE D'ŒUVRE**

La maîtrise d'œuvre des travaux exécutés en vertu du présent accord-cadre sera assurée, au choix des établissements, par leurs propres services ou par un prestataire externe.

Le Titulaire sera informé de l'identité du maître d'œuvre avant tout commencement d'exécution de prestation en vertu du présent accord-cadre.

### **5. DUREE - DELAIS D'EXECUTION**

#### **5.1. DUREE DU MARCHE**

Le présent Accord Cadre est conclu pour une période initiale d'une année à compter de la date de notification.

Il peut être reconduit 3 fois par période successive de 1 an de manière tacite, sans dépasser 48 mois à partir de la notification de l'accord cadre.

Cette reconduction tacite signifie que le silence gardé par le C.H.U. de NICE en sa qualité d'Etablissement Support du GHT06 reconduit automatiquement le marché pour tous les Etablissements du GHT06 concernés.

En application de l'article R. 2112-4 du Code de la commande publique, le titulaire du marché ne pourra pas refuser la reconduction.

Le C.H.U. de NICE se réserve la possibilité de ne pas reconduire le marché et ceci sans indemnité pour le titulaire.



CDM 10/23	INF: P/PROCEDURE MARCHÉ / AO	PAGE : 9/36
<b>R.C.A.O TRAVAUX</b>		
<b>DATE D'APPLICATION : DECEMBRE 2024</b>		

La décision de non reconduction sera expressément notifiée par lettre recommandée ou via les échanges sécurisés du Profil Acheteur du C.H.U. 2 mois avant la fin de la période en cours.

## 5.2. DELAIS D'EXECUTION

Le délai d'exécution du bon de commande ou l'ordre de service sera fixé dans le bon de commande ou l'ordre de service émis par le maître d'ouvrage ou ses représentants, de même que la période de préparation éventuelle.

Les bons de commande pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord cadre et les travaux devront être exécutés au plus tard dans un délai de 12 mois après le dernier jour de validité de l'accord cadre.

## 6. JUSTIFICATIONS A PRODUIRE QUANT AUX QUALITES ET CAPACITES DU CANDIDAT

Le présent marché est un marché de travaux pour lequel les justifications à produire sont ci-après désignées :

LOT N°	DESCRIPTION / LIBELLE	CLASSIFICATION MINIMALE EXIGEE	QUALIFICATIONS SOUHAITEES ET/OU REFERENCES
1	TCE <50m²	Eff 1 - 1 à 5 employés	Sur références
2	Maçonnerie / Plâtrerie	Eff 1 - 1 à 5 employés	Qualifications 2112, 2113, 4133 et/ou références
3	Étanchéité	Eff 1 - 1 à 5 employés	Qualification 3211 et/ou références
4	Volets roulants – Stores – occultations	Eff 1 - 1 à 5 employés	Qualifications 3211 et/ou références
5	Menuiserie intérieure – Bois – Agencement	Eff 1 - 1 à 5 employés	Qualification 4311 et/ou références
6	Peinture	Eff 1 - 1 à 5 employés	Qualifications 6112 et/ou références
7	Plafonds suspendus	Eff 1 - 1 à 5 employés	Qualifications 6612 et/ou références
8	Revêtements de sols	Eff 1 - 1 à 5 employés	Qualifications 6223 et/ou références

CDM 10/23	INF: P/PROCEDURE MARCHÉ / AO	PAGE : 10/36
<b>R.C.A.O TRAVAUX</b>		
<b>DATE D'APPLICATION : DECEMBRE 2024</b>		

9	Plomberie – Sanitaire – Calorifuge	Eff 1 - 1 à 5 employés	Qualifications 5112 et/ou références
10	CVC / GTC / Désenfumage	Eff 1 - 1 à 5 employés	Qualifications 5232, 5511 et/ou références
11	Electricité CFO	Eff 1 - 1 à 5 employés	Qualifications E2 et/ou références
12	Electricité CFA / Détection incendie	Eff 1 - 1 à 5 employés	Qualifications E2 et/ou références
13	Terrassement / VRD	Eff 1 - 1 à 5 employés	Qualifications 1312 et/ou références
14	Déconstruction	Eff 1 - 1 à 5 employés	Sur références
15	Désamiantage	Eff 1 - 1 à 5 employés	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Qualification 1513</li> <li>- Certificat capacité travaux désamiantage article 1er de l'arrêté du 14 mai 1996</li> <li>- COFRAC</li> </ul>
16	Menuiserie extérieure (bois)	Eff 1 - 1 à 5 employés	Qualifications 3512 et/ou références
17	Serrurerie / Métallerie	Eff 1 - 1 à 5 employés	Qualifications 3512 et/ou références
18	Couverture / Zinguerie	Eff 1 - 1 à 5 employés	Qualifications 3153 et/ou références
19	Réfrigération	Eff 1 - 1 à 5 employés	Qualifications 5232, 5511 et/ou références
20	Fluides médicaux	Eff 1 - 1 à 5 employés	Marquage CE et/ou références
21	Eclairage extérieur	Eff 1 - 1 à 5 employés	Qualifications TN4 Travaux neufs et ME4 Maintenance et/ou références
22	Paillasses	Eff 1 - 1 à 5 employés	Sur références

CDM 10/23	INF: P/PROCEDURE MARCHÉ / AO	PAGE : 11/36
<b>R.C.A.O TRAVAUX</b>		
<b>DATE D'APPLICATION : DECEMBRE 2024</b>		

La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment :

- Un descriptif des effectifs du candidat ;
- Des références de travaux au cours des 3 dernières années (datées et chiffrées) en rapport et proportionnées avec l'objet du marché, attestant de la compétence de l'entreprise à réaliser la prestation pour laquelle elle se porte candidate ;
- Des certificats de qualification professionnelle.

En cas de sous-traitance, l'entreprise ne pourra procéder à l'exécution des prestations sous-traitées que lorsque le DC4, acte spécial, sera signé des deux parties, et notifié par le Pouvoir Adjudicateur pour acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Dans ce cadre, l'attention du titulaire est attirée sur sa responsabilité personnelle quant à l'exécution de toutes les obligations résultant du marché.

## 7. EXIGENCES EN MATIERE DE CYBER SECURITE INFORMATIQUE – ANNEXE PLAN D'ASSURANCE SECURITE (ARTICLE R 2144-7)

🔍 Pièce annexe

**Sans objet**

## 8. ALLOTISSEMENT

LOTS	
🔍 LOTS MULTIPLES	La présente consultation comporte 58 lots cités ci-après dont les spécifications techniques figurent au Cahier des Clauses Techniques Particulières.
Conformément à l'article R 2113-1 du Code de la commande Publique, le pouvoir adjudicateur autorise l'opérateur économique à soumissionner à un ou plusieurs lots.	
L'attribution sera faite lot par lot. Chacun des lots donnera lieu à la passation d'un marché public. Le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de ne signer qu'un seul marché regroupant l'ensemble des lots attribués à un même candidat.	

La présente consultation est composée de la manière suivante :

- 12 lots techniques répartis en fonction de la zone géographique
- 10 lots communs à tout le GHT06

CDM 10/23	INF: P/PROCEDURE MARCHÉ / AO	PAGE : 12/36
<b>R.C.A.O TRAVAUX</b>		
<b>DATE D'APPLICATION : DECEMBRE 2024</b>		

Les lots techniques sont identifiés par des numéros allant de 1 à 22, précédés d'un numéro d'identification spécifique à chaque zone :

- Le **1** pour la zone A : Sites de l'établissement du C.H.U. de Nice ;
- Le **2** pour la zone B : Sites des établissements du CH d'Antibes Juan-Les-Pins, CH de Cannes, CH de Grasse et le Pôle Santé Vallauris Golfe Juan ;
- Le **3** pour la zone C : Sites des établissements du CH de Menton, CH de Breil-sur-Roya, CH St Lazare de Tende, CH de Sospel ;
- Le **4** pour la zone D : Sites des établissements du CH d'Entrevaux, CH de Puget-Théniers, CH St Maur de St Etienne de Tinée, CH de la Vesubie ;
- Le **5** pour les lots communs.

En combinant les découpages techniques et géographiques, on obtient un total de 58 lots, comme détaillé ci-dessous :

LOT N°	DESCRIPTION / LIBELLE	ZONE A	ZONE B	ZONE C	ZONE D
1	TCE <50m²	101	201	301	401
2	Maçonnerie / Plâtrerie	102	202	302	402
3	Étanchéité	103	203	303	403
4	Volets roulants – Stores – occultations	104	204	304	404
5	Menuiserie intérieure – Bois – Agencement	105	205	305	405
6	Peinture	106	206	306	406
7	Plafonds suspendus	107	207	307	407
8	Revêtements de sols	108	208	308	408
9	Plomberie – Sanitaire – Calorifuge	109	209	309	409
10	CVC / GTC / Désenfumage	110	210	310	410
11	Electricité CFO	111	211	311	411
12	Electricité CFA / Détection incendie	112	212	312	412
13	Terrassement / VRD	513			

CDM 10/23	INF: P/PROCEDURE MARCHÉ / AO	PAGE : 13/36
<b>R.C.A.O TRAVAUX</b>		
<b>DATE D'APPLICATION : DECEMBRE 2024</b>		

14	Déconstruction	514
15	Désamiantage	515
16	Menuiserie extérieure (bois)	516
17	Serrurerie / Métallerie	517
18	Couverture / Zinguerie	518
19	Réfrigération	519
20	Fluides médicaux	520
21	Eclairage extérieur	521
22	Paillasse	522

Les codes CPV de chaque lot sont les suivants :

LOT N°	DESCRIPTION / LIBELLE	CODE(S) CPV
1	TCE <50m²	45262522-6 45330000-9 4531000-0
2	Maçonnerie / Plâtrerie	45262522-6 45223220-4
3	Étanchéité	45261420-4
4	Volets roulants – Stores – occultations	4411531-0
5	Menuiserie intérieure – Bois – Agencement	45421000-4
6	Peinture	45442100-8
7	Plafonds suspendus	45421146-9
8	Revêtements de sols	4543211-1
9	Plomberie – Sanitaire – Calorifuge	45330000-9

CDM 10/23	INF: P/PROCEDURE MARCHÉ / AO	PAGE : 14/36
<b>R.C.A.O TRAVAUX</b>		
<b>DATE D'APPLICATION : DECEMBRE 2024</b>		

10	CVC / GTC / Désenfumage	45331000-6
11	Electricité CFO	4531000-0
12	Electricité CFA / Détection incendie	4531000-0
13	Terrassement / VRD	45112500-0
14	Déconstruction	45111000-8
15	Désamiantage	45262660-5
16	Menuiserie extérieure (bois)	45421000-4
17	Serrurerie / Métallerie	44316500-3
18	Couverture / Zinguerie	45261213-0
19	Réfrigération	45331231-4
20	Fluides médicaux	24111140-8
21	Eclairage extérieur	31527200-8
22	Paillasse	39181000-4

## 9. VISITE DES LIEUX

Une visite préalable des lieux est facultative.

Modalités : Prise de rendez-vous auprès des responsables techniques listés à l'annexe 3 du CCAP.

Cette visite de reconnaissance des existants portera notamment sur tous les points pouvant avoir une influence sur l'exécution et le coût des travaux.

Une attestation de visite sera remise à l'issue de celle-ci.

## 10. VARIANTES

10.1. VARIANTES A L'INITIATIVE DES SOUMISSIONNAIRES (ARTICLE R2151-8.2° DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE)

CDM 10/23	INF: P/PROCEDURE MARCHÉ / AO	PAGE : 15/36
<b>R.C.A.O TRAVAUX</b>		
<b>DATE D'APPLICATION : DECEMBRE 2024</b>		

Les variantes à l'initiative des soumissionnaires sont-elles autorisées ?

☐ OUI ☒ NON

## 10.2. VARIANTES A L'INITIATIVE DE L'ACHETEUR

Des variantes à l'initiative de l'acheteur sont-elles demandées ?

☐ OUI ☒ NON

## 11. DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des offres est de 180 jours à compter de la date limite fixée pour la réception des offres. Les opérateurs économiques restent donc engagés par leurs offres pendant cette période durant laquelle le Centre Hospitalier Universitaire de NICE fera connaître à chaque candidat si son offre est refusée ou acceptée.

Dans l'éventualité où il n'est pas donné suite à la procédure, le candidat ne peut prétendre à aucune indemnité.

## 12. DOSSIER DE CONSULTATION

### 12.1. COMPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation remis gratuitement au candidat est composé des pièces suivantes :

- Le présent règlement de consultation incluant :
  - Annexe 1 Attestation du candidat
  - Annexe 3 Nommage des pièces marché
  - Annexe 4 Contacts GHT relatifs à la consultation
- La matrice du certificat de visite
- La matrice du mémoire technique
- L'Acte d'engagement
- L'annexe PAS Cyber Sécurité
- La note « Comment répondre à un marché public »
- Les formulaires de déclaration des candidats :
  - DC1 Lettre de candidature et sa notice explicative
  - DC2 Déclaration du candidat et sa notice explicative
  - DC4 Déclaration de sous-traitance et sa notice explicative
  - L'attestation sur l'honneur (Annexe 2 du règlement de consultation)
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières n°2024-617 et ses annexes :
  - Annexe 1 Adresses des sites GHT 06
  - Annexe 2 Coordonnées comptables GHT 06
  - Annexe 3 Responsables techniques GHT 06
  - Annexe 4 SIRET et codes services GHT 06
  - Annexe 5 Clauses de conformité au RGPD

CDM 10/23	INF: P/PROCEDURE MARCHÉ / AO	PAGE : 16/36
<b>R.C.A.O TRAVAUX</b>		
<b>DATE D'APPLICATION : DECEMBRE 2024</b>		

- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières n°2024-617
- Les Bordereaux des Prix Unitaires (BPU) :
  - BPU Zone A,
  - BPU Zone B,
  - BPU Zone C,
  - BPU Zone D,
  - Et leur annexe technique à **consulter impérativement avant remplissage des BPU** ;
  - BPU Lots Communs
  - Et son annexe technique à **consulter impérativement avant remplissage des BPU.**

## 12.2. OBTENTION DU DOSSIER DE CONSULTATION

Conformément aux dispositions de l'article R 2132-2 du Code de la commande publique, le pouvoir Adjudicateur met gratuitement les documents de la consultation à disposition des opérateurs économiques sur son profil acheteur à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Conformément à l'arrêté du 27 Juillet 2018 fixant les modalités de mise à disposition des documents de consultation et de la copie de sauvegarde, l'identification des opérateurs économiques pour accéder aux documents de la consultation n'est pas obligatoire.

Toutefois, le CHU de NICE souhaite attirer l'attention des candidats sur le fait que l'identification permet aux soumissionnaires d'être tenus informés automatiquement des modifications et des précisions éventuellement apportées au DCE.

De ce fait, il est recommandé aux candidats de s'identifier en indiquant leur raison sociale, le nom d'un correspondant, un numéro de téléphone ainsi qu'une adresse électronique.

A défaut d'identification, il appartiendra aux opérateurs économiques de prendre connaissance par leurs propres moyens des informations, modifications et/ou précisions complémentaires éventuellement apportées aux documents de la consultation. La responsabilité du pouvoir adjudicateur ne saurait être engagée en l'absence de prise de connaissance de ces éléments.

Les candidats qui souhaiteraient s'identifier sur le portail, devront créer un compte via le menu «se connecter/s'inscrire – nouvel utilisateur ».

Un guide d'utilisation est mis à disposition dans la rubrique « Aide » à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Un service de support téléphonique est mis à disposition des entreprises de 9h à 19h.



CDM 10/23	INF: P/PROCEDURE MARCHE / AO	PAGE : 17/36
<b>R.C.A.O TRAVAUX</b>		
<b>DATE D'APPLICATION : DECEMBRE 2024</b>		

Le N° d'accès est le 09 72 37 01 30. Les opérateurs économiques pourront le contacter après avoir téléchargé et consulté les guides mis à leur disposition.

La liste des formats de fichiers acceptés par le CHU de NICE est la suivante :

- Portable Document Format (.pdf),
- Rich Text Format (.rtf),
- Compressés (exemples d'extensions : .zip, .rar),
- Applications bureautiques (exemples d'extensions : .doc, .xls, .pwt, .pub, .mdb),
- Multimédias (exemples d'extensions : .gif, .jpg, .png, ....),
- Internet (exemple d'extension : .htm).

## 13. MODIFICATION DU DOSSIER DE CONSULTATION

### 13.1. DE LA PART DES OPERATEURS ECONOMIQUES

Les Opérateurs économiques ne sont pas autorisés à apporter de modification de quelque nature que ce soit au contenu des documents composant le dossier de consultation.

### 13.2. DE LA PART DU POUVOIR ADJUDICATEUR (C.H.U. DE NICE)

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit d'apporter 6 jours calendaires au plus tard avant la date limite de remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Ces modifications seront déposées sur le Profil Acheteur et une alerte envoyée par courriel aux candidats ayant retiré le DCE et identifiés.

Les opérateurs économiques devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation.

Le CHU ne peut être tenu responsable du défaut de consultation de l'alerte électronique.

Selon les modifications apportées, la date limite fixée pour la remise des offres pourra être reportée de manière raisonnable.

## 14. CONTENU DES PLIS A CONSTITUER

Chaque candidat devra produire un dossier complet rédigé en langue française et exprimé en euro, comportant l'ensemble des pièces justificatives relatives à sa candidature, ainsi que l'ensemble des pièces relatives à son offre.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français qui concerne l'ensemble des documents remis dans l'offre.

### 14.1. DOSSIER DE CANDIDATURE

#### 14.1.1. LISTE DES PIECES

CDM 10/23	INF: P/PROCEDURE MARCHE / AO	PAGE : 18/36
<b>R.C.A.O TRAVAUX</b>		
<b>DATE D'APPLICATION : DECEMBRE 2024</b>		

Tout candidat à la présente procédure devra produire :

- 1) La lettre de candidature (imprimé DC1 à jour ou équivalent) mentionnant si le candidat se présente seul ou en groupement.
- 2) Une déclaration du candidat (imprimé DC2 à jour ou équivalent) ainsi que les documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée pour l'engager et signer les documents marchés.
- 3) Une déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner mentionnés aux articles L 2141-1 à L 2141-5 du Code de la commande publique et notamment qu'il est en règle des articles L.5212-1 à L5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés (**Annexe 2 au RC**).
- 4) Capacité économique et financière : Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et le cas échéant le chiffres d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles.
- 5) Preuve d'une assurance des risques professionnels.
- 6) Capacités techniques et professionnelles : Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années.
- 7) Présentation de la liste des principaux travaux exécutés au cours des 3 dernières années en rapport avec l'objet du marché indiquant les dates de réalisation, montants.
- 8) Le numéro d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes de la société (article R 2143-9). Pour les sociétés étrangères, il sera produit un document délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente de son pays d'origine ou d'établissement attestant de l'absence de cas d'exclusion ;
- 9) Le certificat attestant la souscription des déclarations et paiements prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales ;
- 10) Le certificat attestant des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'Article L 243-15 du Code de Sécurité Sociale délivré par l'agence centrale des organismes de sécurité sociale ;
- 11) Le certificat de fourniture de déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'Article L 243-15 du Code de Sécurité Sociale délivré par la mutuelle sociale agricole, si nécessaire.

CDM 10/23	INF: P/PROCEDURE MARCHÉ / AO	PAGE : 19/36
<b>R.C.A.O TRAVAUX</b>		
<b>DATE D'APPLICATION : DECEMBRE 2024</b>		

12) Les qualifications demandées à l'article 6 du présent RC, le cas échéant.

#### 14.1.2. GROUPEMENT D'ENTREPRISES

Un DC1 commun mentionnant chacun des membres du groupement devra être signé par chacun d'entre eux ou par le mandataire dûment habilité.

Il doit être précisé expressément si le mandataire est habilité à signer la lettre de candidature et l'offre de groupement. Les pouvoirs écrits de chaque cotraitant devront être fournis dans le dossier.

Les candidats sont informés qu'en cas de candidatures en groupement, la composition ne peut être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché.

De plus, chacun des membres du groupement devra individuellement fournir et signer les pièces 2 à 11 précitées.

#### 14.1.3. SOUS-TRAITANCE

Pour chaque sous-traitant présenté dans la réponse, le candidat devra fournir dûment complété et signé le formulaire DC4, obligatoirement accompagné des documents suivants :

- Documents justifiant de l'habilitation à signer l'acte (délégation de signature, pouvoir...) ;
- Attestation sur l'honneur signée (annexe 2 du RC) ;
- Attestation fiscale de moins de six mois ;
- Attestation sociale de moins de six mois ;
- Extrait KBIS de moins de six mois ;
- RIB ;
- Certificat d'assurance de responsabilité civile en cours de validité ;
- Certificat d'assurance de responsabilité décennale en cours de validité (sauf si la prestation objet du marché, n'y est pas soumise).

#### 14.1.4. MENTIONS PARTICULIERES

En application de l'article R 2143-3 du code susvisé, le Pouvoir Adjudicateur du CHU accepte que les candidats se limitent à déclarer dans leur candidature qu'ils disposent de l'aptitude et des capacités pour exécuter le marché public.

Toutefois conformément à l'article R 2144-3, le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de demander à un ou plusieurs candidats, à tout moment de la procédure de fournir tout ou partie des documents justificatifs énumérés ci-dessus afin d'effectuer les vérifications nécessaires au bon déroulement de la procédure.

L'attributaire devra tout de même fournir toutes les informations et justificatifs demandés permettant d'apprécier qu'il dispose de l'aptitude à exercer l'activité

CDM 10/23	INF: P/PROCEDURE MARCHÉ / AO	PAGE : 20/36
<b>R.C.A.O TRAVAUX</b>		
<b>DATE D'APPLICATION : DECEMBRE 2024</b>		

professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles nécessaires à l'exécution du marché.

En application de l'Arrêté du 29 Mars 2017 et du décret n°2019-33 du 18 Janvier 2019, et dès lors que ces éléments peuvent être vérifiés par le biais d'un système électronique administré par un organisme officiel ou un espace de stockage numérique, le candidat n'est plus tenu de fournir les pièces 8, 9, 10 et 11.

Il devra alors obligatoirement avoir fourni dans le pli toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou cet espace et que l'accès en soit gratuit.

En application des dispositions de l'article R 2143-4 du Code de la commande publique, les candidats peuvent présenter leur candidature sous la forme d'un Document Unique de Marché Européen en lieu et place des documents mentionnés ci-dessus (DUME).

#### 14.2. DOSSIER DE L'OFFRE

Le soumissionnaire remet à l'appui de son offre, par lot :

- Le formulaire ATTR11 (Acte d'engagement) pour l'ensemble de l'offre dûment complété (ne pas oublier de mentionner une adresse de messagerie électronique), daté et signé.

La signature de ce document n'est pas obligatoire, seul le candidat retenu est tenu de le signer. Toutefois, il est souhaité un acte d'engagement signé au moment de la remise de l'offre ce, afin de permettre un traitement plus rapide des formalités d'attribution du marché. Dans le cas contraire, les documents devront être signés à l'issue de la procédure de passation.

- Le(s) BPU complété(s) et signé(s)
- Le CCAP paraphé et signé.
- Le CCTP paraphé et signé.
- Le mémoire technique figurant dans le DCE dûment complété.
- L'annexe « Clauses de conformité au RGPD » complétée et signée.
- L'annexe PAS Cyber Sécurité complétée et signée.
- Un relevé d'identité bancaire (RIB) ou relevé d'identité caisse d'épargne (RICE) correspondant au compte visé à l'article B3 de l'Acte d'Engagement (indication du n° IBAN et BIC).

**Les travaux sous traités ne pourront être exécutés que lorsque les conditions suivantes seront remplies :**

- **Notification par le Pouvoir Adjudicateur du DC4, acte spécial, signé des 2 parties ;**
- **Acceptation du sous-traitant ;**
- **Agrément de ses conditions de paiement.**

#### 15. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS

CDM 10/23	INF: P/PROCEDURE MARCHE / AO	PAGE : 21/36
<b>R.C.A.O TRAVAUX</b>		
<b>DATE D'APPLICATION : DECEMBRE 2024</b>		

### 15.1. LES PLIS

Les candidats doivent impérativement transmettre leur pli par voie électronique.

Tout pli papier ou sur support USB, excepté la copie de sauvegarde (cf. 15.2), ne sera pas examiné et sera renvoyé à son auteur.

Les Opérateurs Économiques remettront leur candidature et offre par voie électronique et le feront exclusivement sur le profil acheteur du CHU de NICE, la plateforme PLACE, avant la date et heure limites de réception des plis, à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Aucune autre forme de transmission par voie électronique (par exemple courrier électronique) ne sera acceptée.

Afin de déposer sa réponse, le candidat doit s'identifier avec son identifiant et son mot de passe afin d'accéder à son Espace membre puis à la procédure concernée pour réaliser la réponse par voie dématérialisée.

Le candidat procède alors à l'opération de dépôt des fichiers en suivant les instructions de la plate-forme.

Il est indiqué aux candidats que la plate-forme limite la capacité de dépôt de fichiers à 1 Go. Le dépôt de plusieurs fichiers sera donc possible. Dans le cas d'un dépôt de plusieurs fichiers, le candidat devra indiquer le numéro de dépôt sous le format suivant, à adapter selon le nombre de plis :

Exemple : 3 dépôts nommés « fichier 1/3 », « fichier 2/3 » et « fichier 3/3 ».

La durée de l'étape de transfert dépend très fortement de la taille du fichier de réponse et du débit de la connexion Internet.

Il est fortement recommandé aux candidats d'anticiper suffisamment à l'avance le dépôt de leurs offres pour se prémunir d'éventuelles lenteurs lors du téléchargement.

Il est également porté à l'attention des candidats qu'il n'est pas nécessaire de déposer un fichier compressé (au format ZIP par exemple). Le site Internet compressera de lui-même les fichiers déposés avant leur envoi sur le réseau Internet.

Une fois le dépôt réalisé, un message électronique (courriel) est envoyé au candidat : il confirme la bonne prise en compte de sa réponse avec la date et l'heure retenue pour le dépôt. Le dispositif d'horodatage est réglé sur l'heure GMT et le fuseau horaire pris en compte est GMT+1 (Paris).

**Seul ce récépissé est la preuve de dépôt de la réponse. Il convient de le conserver précieusement pendant toute la durée de la procédure, jusqu'à l'attribution du marché.**

#### **REMARQUES PRATIQUES :**

- Le CHU de NICE souhaite attirer l'attention des soumissionnaires sur le fait que s'il y a modification du document après signature, le « couple » document signé et

CDM 10/23	INF: P/PROCEDURE MARCHÉ / AO	PAGE : 22/36
<b>R.C.A.O TRAVAUX</b>		
<b>DATE D'APPLICATION : DECEMBRE 2024</b>		

document de signature ne sont plus cohérents. L'opération de signature du document modifié est à renouveler.

- L'action de signature crée automatiquement un nouveau document dont le nom est celui du document suffixé (avec par exemple .sig, signature.xml, signature.p7s, ...). Attention, selon le format de signature électronique utilisé, le document signé ne correspond qu'à un jeton de signature. Dans ce cas, le document signé et le document original doivent tous les deux être transmis dans le pli.
- Une signature manuscrite scannée n'a pas de valeur juridique et ne peut remplacer la signature électronique
- Candidature dématérialisée rejetée : En cas de candidature transmise par voie dématérialisée rejetée, l'offre correspondante est effacée des fichiers du Pouvoir Adjudicateur sans avoir été lue. Le candidat en sera informé. Si cette transmission électronique par voie dématérialisée était accompagnée d'une copie de sauvegarde, cette dernière est détruite sans avoir été ouverte.

Si le soumissionnaire utilise un fichier compressé (au format ZIP par exemple), lors de la signature électronique des documents depuis le site Internet, les documents contenus dans le fichier compressé ne seront pas signés individuellement électroniquement. En effet, un fichier compressé (zippé avec un logiciel ZIP) est un contenant. Sa signature ne vaut pas signature des fichiers qu'il contient (un zip signé est en effet assimilable à une enveloppe papier signée au lieu des documents contenus) Un fichier doit donc être signé électroniquement individuellement.

Les candidats sont invités à tenir compte des aléas de la transmission électronique ; par conséquent, ils doivent prendre leurs précautions afin de s'assurer que la transmission électronique de leurs plis soit complète et entièrement achevée avant la date et l'heure limites de dépôt des offres.

L'opérateur économique doit s'assurer que les messages envoyés par la Plateforme, notamment [nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr](mailto:nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr), ne sont pas traités comme des courriels indésirables.

### **Transmission des virus**

Tout fichier constitutif de la candidature et de l'offre, sera traité préalablement par le candidat par un anti-virus régulièrement mis à jour.

Le CHU de NICE utilise un antivirus avec une fréquence de mise à jour quotidienne. Afin d'empêcher la diffusion des virus informatique, les fichiers comportant notamment les extensions suivantes ne doivent pas être utilisés par le candidat : exe, com, bat, pif, vbs, scr, msi, eml. Par ailleurs les fichiers dont le format est autorisé ne doivent pas contenir de macros.

### **Nommage des fichiers**

Il est demandé aux candidats de bien vouloir faire application des indications figurant en **annexe 3** dans le cadre des réponses dématérialisées aux procédures de marchés.

## **15.2. COPIE DE SAUVEGARDE**

CDM 10/23	INF: P/PROCEDURE MARCHE / AO	PAGE : 23/36
<b>R.C.A.O TRAVAUX</b>		
<b>DATE D'APPLICATION : DECEMBRE 2024</b>		

Le candidat dispose de la faculté d'envoyer une copie de sauvegarde **de sa réponse dématérialisée**. La copie de sauvegarde est une copie des fichiers de la réponse (éléments se rapportant à la candidature et éléments se rapportant à l'offre) destinée à se substituer, en cas d'anomalie, aux fichiers transmis par voie dématérialisée au CHU de NICE.

Cette copie sera transmise par voie postale sous pli scellé et comportera obligatoirement la mention « Copie de sauvegarde » à l'adresse suivante :

**(Voir Annexe n°4)**

Le candidat doit faire parvenir cette copie de sauvegarde dans les délais impartis, à savoir, la date limite de réception des offres indiquée sur la page de garde du présent document.

Les documents figurant sur ce support devront être revêtus de la signature électronique (pour les fichiers dont la signature est obligatoire sur le support physique électronique) ou de la signature manuscrite (pour les supports papiers).

Cette copie de sauvegarde pourra être ouverte en cas :

- d'offres transmises par voie dématérialisée et dans lesquelles un programme informatique malveillant est détecté. La trace de la malveillance du programme sera alors conservée par le CHU de NICE
- d'offres transmises par voie dématérialisée, parvenues au CHU de NICE dans les délais de dépôt des plis, mais n'ayant pu être ouvertes.

Le CHU de NICE procède alors à l'ouverture de la copie de sauvegarde, sous réserve que celle-ci lui soit parvenue dans les délais de dépôt des plis mentionnés en page de garde du présent document.

**Les plis qui seraient remis ou qui seraient réceptionnés après la date et heure limites de réception mentionnées ci-dessus, sont éliminés en application de l'Article R2143-2 sans être ouverts.**

## 16. ECHANTILLONS – DOSSIERS TECHNIQUES

Sans objet

## 17. EXAMEN DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES

### 17.1. EXAMEN DES CANDIDATURES

Le jugement des candidatures sera effectué dans les conditions prévues à l'article R 2144-1 du Code de la commande publique.

Seuls peuvent être ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et heure limites indiqués dans l'avis d'appel public à concurrence et dans le présent document.



CDM 10/23	INF: P/PROCEDURE MARCHE / AO	PAGE : 24/36
<b>R.C.A.O TRAVAUX</b>		
<b>DATE D'APPLICATION : DECEMBRE 2024</b>		

Le Pouvoir Adjudicateur qui constate que des pièces ou informations dont la présentation était réclamée au titre de la candidature sont absentes ou incomplètes, peut demander à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai approprié et identique pour tous (Article R 2144-2).

Si le candidat n'a pas fourni les documents dans le délai imparti, il peut déclarer sa candidature irrecevable et le candidat est éliminé.

Le Pouvoir Adjudicateur ou son représentant vérifie que les candidats disposent de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles nécessaire à l'exécution du marché (Article R 2144-3 du Code de la commande publique). Cette vérification peut être effectuée au plus tard avant l'attribution du marché.

Il peut également demander aux candidats de compléter ou d'expliquer les documents justificatifs et moyens de preuve fournis ou obtenus (Article R 2144-6).

Le Pouvoir Adjudicateur ou son représentant élimine les candidatures qui, en application de l'article R 2144-7 du code cité ci-dessus (candidat se trouvant dans un cas d'interdiction de soumissionner) ne peuvent être admises.

Le Pouvoir Adjudicateur ou ses représentants élimine les candidatures qui ne peuvent être admises conformément aux articles L2141-1 à L2141-6 du Code de la commande publique et se réserve la possibilité d'éliminer les candidatures en application des articles L2141-7 à L2141-10 du Code de la commande publique.

## 17.2. EXAMEN DES OFFRES

Les offres reçues hors délais sont éliminées en application des dispositions de l'article R2151-5 du Code de la commande publique.

Une offre irrégulière est une offre qui ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation, notamment parce qu'elle est incomplète ou qui méconnaît la législation applicable notamment en matière sociale ou environnementale.

Une offre inacceptable est une offre dont le prix excède les crédits budgétaires alloués au marché public tels qu'ils ont été déterminés et établis avant le lancement de la procédure

Les offres qui n'ont pas été éliminées sont analysées et classées par ordre décroissant.

Conformément à l'article L 2152-7 et R2152-7 du Code de la commande publique, il sera pris en compte l'offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères annoncés ci-dessous et pondérés de la manière suivante :



CDM 10/23	INF: P/PROCEDURE MARCHÉ / AO	PAGE : 25/36
<b>R.C.A.O TRAVAUX</b>		
<b>DATE D'APPLICATION : DECEMBRE 2024</b>		

<b>CRITERE FINANCIER</b>	<b>60 points</b>
DQE masqué	30 points
BPU ligne à ligne	20 points
Total du BPU	10 points
<b>CRITERE TECHNIQUE</b>	<b>30 points</b>
Description des phases de conception et de réalisation	7 points
Méthodologie d'intervention en milieu hospitalier	7 points
Organisation des interventions	9 points
Moyens humains	7 points
<b>CRITERE ENVIRONNEMENTAL</b>	<b>10 points</b>
Qualification(s) RGE et/ou autre(s) label(s) et/ou certification(s) équivalent(es)	5 points
Méthodologie de traitement des déchets (valorisation)	5 points

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité d'éliminer tout candidat dont la note obtenue sur le critère technique serait inférieure à 6/30.

Concernant le critère financier, les notes des sous-critères seront obtenues par l'application des formules suivantes :

#### Note sur DQE masqué

Le prix est analysé en tenant compte du montant total résultant de l'application du DQE masqué sur le BPU de chaque Candidat, désigné par « Montant DQE ».

Note est la note du sous-critère appliqué au Candidat.

P représente le nombre de point maximum du sous-critère.

CDM 10/23	INF: P/PROCEDURE MARCHE / AO	PAGE : 26/36
<b>R.C.A.O TRAVAUX</b>		
<b>DATE D'APPLICATION : DECEMBRE 2024</b>		

$$Note = \frac{\text{Montant DQE le mieux - disant}}{\text{Montant DQE analysé}} \times P$$

#### Note sur le BPU ligne à ligne

Le prix est analysé en tenant compte du nombre de lignes pour lesquels chacun des Candidats est le moins-disant, désigné par « Nombre ligne »

Note est la note du sous-critère appliqué au Candidat.

P représente le nombre de point maximum du sous-critère.

$$Ratio = \frac{\text{Nombre ligne du candidat analysé}}{\text{Nombre de lignes totales du BPU}}$$

$$Note = \frac{\text{Ratio du candidat analysé}}{\text{Ratio du candidat avec le plus grand nombre ligne}} \times P$$

#### Exemple :

Nombre de lignes les moins-disantes du Candidat analysé : 30

Nombre de lignes les moins-disantes du Candidat avec le plus de lignes les moins-disantes : 50

Nombre de lignes totales du BPU : 130

Nombre de points (P) : 20

Ratio candidat analysé = 30/130 = 0,23

Ratio du candidat avec 50 lignes les mieux-disantes = 50/130 = 0,38

Note du candidat analysé = 0,23 / 0,38 x 20 = 12,11

Note du candidat avec 50 lignes les mieux-disantes = 0,38 / 0,38 x 20 = 20

#### Note sur le BPU global

Le prix est analysé en tenant compte de la somme totale de l'intégralité des lignes du BPU de chaque Candidat, désigné par « Montant BPU ».

Note est la note du sous-critère appliqué au Candidat.

P représente le nombre de point maximum du sous-critère.

$$Note = \frac{\text{Montant BPU le mieux - disant}}{\text{Montant BPU analysé}} \times P$$

.

Une mise au point du marché avec le soumissionnaire retenu pourra être effectuée dans le respect des conditions de l'article R 2152-13 du code de la commande publique.

## 18. ATTRIBUTION ET INFORMATION DES RESULTATS

CDM 10/23	INF: P/PROCEDURE MARCHE / AO	PAGE : 27/36
<b>R.C.A.O TRAVAUX</b>		
<b>DATE D'APPLICATION : DECEMBRE 2024</b>		

Après étude des offres, le Pouvoir Adjudicateur choisit l'offre qu'il juge économiquement la plus avantageuse en application des critères d'attribution.

Conformément à l'article R 2144-4 du code susvisé, le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché devra transmettre, s'il ne l'a déjà fait, les attestations qui justifient qu'il n'est pas dans un cas d'interdiction de soumissionner à un marché public.

En cas de sous-traitance, le candidat doit transmettre ces documents pour le ou les sous-traitants.

**De même s'il ne les a pas mis à disposition du CHU de manière électronique, il devra fournir les certificats prévus à l'article R2143-8 du même code.**

**A défaut, l'offre du soumissionnaire suivant sera choisie.**

Les candidats non retenus seront informés par écrit via le Profil acheteur du CHU des résultats de la consultation et du rejet de leur candidature et de leur offre, conformément à l'article R 2181-1 du Code de la Commande Publique.

## 19. NOTIFICATION

Une fois le délai de suspension écoulé, le(s) marché(s) sera (seront) signé(s) et notifié(s). La notification consiste en l'envoi d'une copie du marché au titulaire via le profil acheteur du CHU : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Conformément à l'article 3.1.2. du CCAG, le marché est réputé notifié à la date et à l'heure du téléchargement par la société ou à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

## 20. MODIFICATION DU MARCHE PUBLIC

### 20.1. CLAUSE DE REEXAMEN

Le CHU de Nice se réserve le droit d'acquérir auprès du titulaire retenu des fournitures, des prestations de travaux ou des prestations de services nouvelles en lien avec l'objet du marché qui ne seraient pas identifiées à ce jour.

### 20.2. CLAUSE DE RATTACHEMENT

En application de l'article R2194-1 du Code de la commande publique, la liste des établissements concernés par la présente consultation mentionnée à l'article 2 du présent document pourra être complétée en cours de marché si des Établissements Partie décident de s'y rattacher.

Cette adhésion se fera au fur et à mesure des besoins de ces établissements tout au long de la durée de validité du marché.

Le ou les titulaires de marché en seront informés par le C.H.U de NICE par mail.

CDM 10/23	INF: P/PROCEDURE MARCHÉ / AO	PAGE : 28/36
<b>R.C.A.O TRAVAUX</b>		
<b>DATE D'APPLICATION : DECEMBRE 2024</b>		

### 20.3. EVOLUTION TECHNOLOGIQUE, TECHNIQUE OU REGLEMENTAIRE

En cas d'évolution technologique pendant la période d'exécution du marché public, le titulaire aura la possibilité, après accord du C.H.U de NICE, de modifier ou de remplacer les fournitures objets du présent marché public par des fournitures ou services plus performants ou adaptés aux besoins, sans supplément de prix.

Ces modifications ne feront pas l'objet d'avenant.

Dans ce cas, le titulaire devra fournir un certificat indiquant :

- D'une part que cette nouvelle référence se substitue à l'ancienne
- D'autre part que le prix fixé au marché public pour l'ancienne référence est maintenu.

En cas d'évolution technologique majeure, d'évolution des techniques médicales, de soins ou d'analyses, ou d'évolution réglementaire, le C.H.U de NICE se réserve le droit au nom du G.H.T 06 de résilier le marché public sans indemnité, après un préavis de 2 mois par dérogation à l'article 49 du CCAG-Travaux.

### 20.4. CIRCONSTANCE IMPREVISIBLE

En cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire. Il est tenu compte, notamment :

- Des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations ;
- Des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution du marché.

Le titulaire est tenu de demander, en temps utile, qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre à l'acheteur d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre.

Sont exclues de cette évaluation, les augmentations de prix prises en compte dans les index ou indices utilisées pour la révision des prix du marché.

Les surcoûts pris en charge par l'acheteur peuvent faire l'objet d'une avance dans les conditions fixées par les documents particuliers du marché ou dans l'avenant conclu en application du présent article.

### 20.5. MARCHES SIMILAIRES

Sans objet.

CDM 10/23	INF: P/PROCEDURE MARCHÉ / AO	PAGE : 29/36
<b>R.C.A.O TRAVAUX</b>		
<b>DATE D'APPLICATION : DECEMBRE 2024</b>		

## 21. REGLEMENT DES LITIGES

### 21.1. INSTANCE CHARGÉE DES PROCEDURES DE RECOURS CONTENTIEUX

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents et plus précisément le Tribunal Administratif de NICE.

Il est à ce titre désigné comme l'instance chargée des procédures de recours ainsi que comme le service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

**(Voir Annexe n° 4).**

### 21.2. INTRODUCTION DES RECOURS CONTENTIEUX

- Un référé précontractuel peut intervenir pendant toute la phase de passation, de la publication de l'avis d'appel public à la concurrence jusqu'à la signature du marché public (article L 551-1 du code de justice administrative).
- Un référé contractuel peut être formé à partir de la signature du marché public, dans un délai au plus égal à six mois (article L 551-13 du code de justice administrative).
- Un référé suspension, assorti d'une demande en annulation dans le cadre d'un recours pour excès de pouvoir, peut-être formé sur toute décision unilatérale concourant à la conclusion de marché public. Le recours doit être introduit à compter de la date de notification ou de publication de la décision mais avant la signature du marché public (article L 521-1 du code de justice administrative).
- Un recours pour excès de pouvoir peut être formé dans les 2 mois de la notification d'une déclaration sans suite ou d'une déclaration d'infructuosité.
- Un recours de pleine juridiction en contestation de la validité de contrat peut être formé par les candidats évincés dans un délai de 2 mois à compter de la date de publication de la décision de signer le marché.

## 22. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir une demande écrite au plus tard 6 jours calendaires avant la date limite de remise des plis. Cette demande devra être adressée :

PAR VOIE ELECTRONIQUE UNIQUEMENT VIA LE PROFIL ACHETEUR :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Une réponse sera alors adressée via le profil acheteur à toutes les entreprises ayant retiré le dossier dans les meilleurs délais et au plus tard 3 jours calendaires avant la date limite de réception des plis.

CDM 10/23	INF: P/PROCEDURE MARCHÉ / AO	PAGE : 30/36
<b>R.C.A.O TRAVAUX</b>		
<b>DATE D'APPLICATION : DECEMBRE 2024</b>		

Il est donc impératif que les candidats se soient identifiés sur ce site pour pouvoir bénéficier de la réponse apportée.

Dans la mesure du possible, le candidat est invité à poser toutes ses questions en même temps.

## 23. DEMATERIALISATION DES ECHANGES ENTRE LE POUVOIR ADJUDICATEUR ET L'OPERATEUR ECONOMIQUE

Le représentant du pouvoir adjudicateur transmet, selon des modalités identiques, les documents associés aux différentes phases de la procédure, notamment :

- Les modifications du Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) et informations complémentaires,
- Les demandes de complément ou précision de la candidature ou de l'offre,
- L'information des candidats non retenus, d'une part, des sociétés attributaires, d'autre part,
- La notification des marchés publics aux sociétés titulaires.

Ils seront adressés par voie électronique par le biais de la plate-forme <https://www.marches-publics.gouv.fr>, qui possède une fonction assimilée à la lettre recommandée :

Les sociétés reçoivent un mail de [nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr](mailto:nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr) leur donnant habilitation à retirer le document ainsi mis à leur disposition. Elles sont réputées avoir pris connaissance du document à la date et à l'heure du téléchargement.

Cette fonction de messagerie sécurisée permet une continuité dans la dématérialisation des échanges entre l'opérateur économique et l'acheteur.

L'opérateur économique doit utilement s'assurer que :

- L'adresse mail enregistrée sur la plate-forme <https://www.marches-publics.gouv.fr> (à défaut, elle doit être précisée dans les documents de candidature et d'offre) sera une adresse valide et régulièrement consultée pendant le déroulement de la procédure.
- Les messages envoyés par la plate-forme des Achats de l'Etat (PLACE), notamment [nepasrepondre@marche-publics.gouv.fr](mailto:nepasrepondre@marche-publics.gouv.fr), ne seront pas traités comme des courriels indésirables.

CDM 10/23	INF: P/PROCEDURE MARCHÉ / AO	PAGE : 31/36
<b>R.C.A.O TRAVAUX</b>		
<b>DATE D'APPLICATION : DECEMBRE 2024</b>		

## 24. ANNEXE 1 : ATTESTATION DU CANDIDAT

OBJET DE LA CONSULTATION A REMPLIR UNIQUEMENT SI LE CANDIDAT A REPONDU A UNE RECENTE CONSULTATION

.....  
 .....

*Rappel : Le candidat est dispensé dans la limite des prescriptions prévues dans le règlement de la consultation, d'adresser ou de mettre à disposition les documents et renseignements administratifs s'il s'est déjà acquitté de ces obligations lors d'une consultation précédente, et à condition qu'il fournisse la présente attestation, dûment complétée par la personne habilitée à engager la société.*

Je soussigné (prénom et nom),.....

.....  
 Agissant en qualité de (qualité du signataire),

.....  
 Ayant le pouvoir d'engager le candidat (nom de la société),

.....  
 Atteste que les documents et renseignements administratifs suivants :  
 (Cocher les documents encore valables) :

☐ DC 1

☐ DC 2

☐ POUVOIR

☐ K-bis

☐ Attestations sociales et fiscales fournis lors de la consultation N° .....

demeurent valables à la date limite de remise des offres de la présente consultation pour les documents de candidature (DC1 – DC2) et à la date d'effet du marché pour le K-bis et les attestations.

Fait à , le

Nom : Prénom :

Qualité :

Signature et Cachet de la société :

CDM 10/23	INF: P/PROCEDURE MARCHE / AO	PAGE : 32/36
<b>R.C.A.O TRAVAUX</b>		
<b>DATE D'APPLICATION : DECEMBRE 2024</b>		

## 25. ANNEXE 2 : ATTESTATION SUR L'HONNEUR

### OBJET DE LA CONSULTATION

.....  
 .....  
 Conforme aux articles L 2141-1 à L 2141-5 de l'Ordonnance n° 2018-1074 du 26 Novembre 2018.

Le candidat individuel, ou chaque membre du groupement, déclare sur l'honneur :

### **CONDAMNATION DEFINITIVE**

Ne pas avoir fait l'objet depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues aux articles 222-38, 222-40, 225-1, 226-13, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 413-9 à 413-12, 421-1 à 421-2-3, au deuxième alinéa de l'article 421-5, à l'article 433-1, au second alinéa de l'article 433-2, au huitième alinéa de l'article 434-9, au second alinéa de l'article 434-9-1, aux articles 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 441-9, 445-1 et 450-1 du code pénal, à l'article 1741 du code général des impôts, aux articles L.2339-2 à L. 2339-4, L. 2339-11-1 à L. 2339-11-3 du code de la défense et à l'article L. 317-8 du code de la sécurité intérieure, ou pour une infraction de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne.

Ne pas être exclu des marchés publics, à titre de peine principale ou complémentaire prononcée par le juge pénal, sur le fondement des articles 131-10 ou 131-39 du code pénal.

### **LUTTE CONTRE LE TRAVAIL ILLEGAL**

Ne pas avoir fait l'objet depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin N° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8231-1, L. 8241-1, L. 8251-1 et L. 8251-2 du code du travail, ou pour des infractions de même nature dans un autre État de l'Union Européenne.

Pour les contrats administratifs, ne pas faire l'objet d'une mesure d'exclusion ordonnée par le préfet, en application des articles L. 8272-4, R. 8272-10 et R. 8272-11 du code du travail.

### **OBLIGATION D'EMPLOI DES TRAVAILLEURS HANDICAPES OU ASSIMILES**

Pour les marchés publics et accords-cadres soumis au code des marchés publics, être en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

### **LIQUIDATION JUDICIAIRE**

Ne pas être soumis à la procédure de liquidation judiciaire prévue à l'article L. 640-1 du code de commerce, ne pas être en état de faillite personnelle en application des



CDM 10/23	INF: P/PROCEDURE MARCHE / AO	PAGE : 33/36
<b>R.C.A.O TRAVAUX</b>		
<b>DATE D'APPLICATION : DECEMBRE 2024</b>		

articles L. 653-1 à L. 653-8 du même code, et ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger.

#### **REDRESSEMENT JUDICIAIRE**

Ne pas être admis à la procédure de redressement judiciaire instituée par l'article L. 631-1 du code de commerce ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, ou justifier d'une habilitation à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre.

#### **SITUATION FISCALE ET SOCIALE**

Avoir au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale et acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date, ou s'être acquitté spontanément de ces impôts et cotisations avant la date du lancement de la présente consultation ou avoir constitué spontanément avant cette date des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement.

#### **EGALITE PROFESSIONNELLE ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES**

Ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées à l'article L. 1146-1 du code du travail.

Avoir au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, mis en œuvre l'obligation de négociation prévue à l'article L. 2242-5 du code du travail ou, à défaut, avoir réalisé ou engagé la régularisation de cette situation à la date de la soumission.

Date et signature



CDM 10/23	INF: P/PROCEDURE MARCHE / AO	PAGE : 35/36
<b>R.C.A.O TRAVAUX</b>		
<b>DATE D'APPLICATION : DECEMBRE 2024</b>		

INTITULES DES DOCUMENTS DEMANDES	
<b>DOSSIER DE CANDIDATURE</b>	
LETTRE DE CANDIDATURE	DC_DC1_FFFF
DECLARATION DU CANDIDAT	DC_DC2_FFFF
DECLARATION DE SOUS TRAITANCE	DC_DC4_FFFF
KBIS	DC_KBIS_FFFF
ATTESTATION FISCALE	DC_AttFisc_FFFF
ATTESTATION : DE VIGILANCE (URSSAF)	DC_AttVigil_FFFF
ATTESTATION : ASSURANCE CIVILE	DC_AttAssurCiv_FFFF
ATTESTATION : ASSURANCE DECENNALE	DC_AttAssurDec_FFFF
ATTESTATION : SUR L'HONNEUR	DC_AttHon_FFFF
RIB	DC_RIB_FFFF
DELEGATION DE POUVOIR	DC_DelPouv_FFFF
REFERENCES TRAVAUX SIMILAIRES	DC_Ref_FFFF
QUALIFICATIONS	DC_Qualif_FFFF
DELEGATION DE SIGNATURE	DC_DelSign_FFFF
BROCHURE DE PRESENTATION	DC_BrochPresent_FFFF
ATTESTATION : DE CONFORMITE	DC_AttConform_FFFF
POLITIQUE DE SIGNATURE ELECTRONIQUE	DC_PolSignElec_FFFF
<b>DOSSIER OFFRE</b>	
ACTE D'ENGAGEMENT (ATTRI 1)	DF_ATTRI1_FFFF
ATTESTATION : TVA taux réduit	DF_AttTVA_FFFF
CONDITIONS GENERALES DE VENTE	DF_CGV_FFFF
PRIX : PIECES DETACHES	DF_TarifPD_FFFF
PRIX : BORDEREAU UNITAIRE	DF_BPU_FFFF
PRIX : CATALOGUE	DF_Catalog_FFFF
REMISES	DF_Remis_FFFF
<b>DOSSIER TECHNIQUE</b>	
DEVELOPPEMENT DURABLE	DT_DD_FFFF
DOCUMENTATION TECHNIQUE	DT_DocTech_FFFF
RESPONSABILITE SOCIALE DE L'ENTREPRISE	DT_RSE_FFFF
SECURITE D'APPROVISIONNEMENT	DT_SecuAppro_FFFF

CDM 10/23	INF: P/PROCEDURE MARCHÉ / AO	PAGE : 36/36
<b>R.C.A.O TRAVAUX</b>		
<b>DATE D'APPLICATION : DECEMBRE 2024</b>		

## 27. ANNEXE 4 : CONTACTS GHT RELATIFS À LA CONSULTATION

CONTACTS		
<b>POUVOIR ADJUDICATEUR</b>	<b>Direction Générale</b>	4, Avenue Reine Victoria Grand Hôtel-CS 91179 06003 NICE Cedex 1
<b>RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS</b>	<b>Cellule des Marchés</b>	Mme LEJEUNE : 04.92.03.45.86 Mme DUFLOS : 04.92.03.44.49 <a href="mailto:cell-cent-march@chu-nice.fr">cell-cent-march@chu-nice.fr</a>
<b>DOSSIER DE CONSULTATION TELECHARGEMENT</b>	<b>Profil Acheteur</b>	<a href="https://www.marches-publics.gouv.fr">https://www.marches-publics.gouv.fr</a>
<b>DOSSIER DE CONSULTATION ASSISTANCE</b>	<b>Profil Acheteur</b>	09 72 37 01 30
<b>DEPOT DES PLIS ELECTRONIQUES</b>	<b>Profil Acheteur</b>	<a href="https://www.marches-publics.gouv.fr">https://www.marches-publics.gouv.fr</a>
<b>ADRESSE D'ENVOI DES COPIES DE SAUVEGARDE</b>		Cellule des marchés du GHT 06 Grand Hôtel 1er Étage HOPITAL DE CIMIEZ 4, Avenue Reine VICTORIA CS 91179 06003 NICE CEDEX 1
<b>LITIGES</b>	<b>Tribunal administratif de Nice</b> 18 Avenue des Fleurs CS61039 06050 Nice CEDEX 1	Tel : 04 89 97 86 00 <a href="http://nice.tribunal-administratif.fr">http://nice.tribunal-administratif.fr</a> <a href="mailto:greffe.ta-nice@juradm.fr">greffe.ta-nice@juradm.fr</a>
<b>RENSEIGNEMENTS TECHNIQUES</b>	<b>Profil Acheteur</b>	<a href="https://www.marches-publics.gouv.fr">https://www.marches-publics.gouv.fr</a>